

↑ **FOCUS 1 /**

Sondages d'opinion et enquêtes barométriques de l'ADEME

- *Les équipements et les comportements des ménages en matière de maîtrise de l'énergie dans les logements* - 10 000 personnes par voie postale depuis 1980, TNS Sofres pour l'ADEME.
- *La connaissance du développement durable et de l'économie circulaire en 2014* - questions intégrées à la demande de l'ADEME (pour le développement durable depuis 2004 et pour l'économie circulaire en 2014) dans la vague de juin 2014 de l'enquête permanente du CREDOC sur les *Conditions de vie et les aspirations*.
- *Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique* - 1 000 personnes par téléphone de 2000 à 2013, GFK-ISL pour l'ADEME, puis 1 500 personnes par Internet, Opinion Way Daniel Boy pour l'ADEME.
- *La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets* - 1 000 personnes par téléphone depuis 2005, IFOP pour l'ADEME.
- *Les Français et l'environnement* - 1 000 personnes par Internet, depuis 2014, Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME.
- *Évaluation de la circulation alternée du 17 mars 2014* - 850 interviews en ligne, BVA pour l'ADEME.

>>> bien devant « l'amélioration de mon niveau de vie et mon confort matériel » (53 %). L'environnement et ses concepts font désormais partie de la culture commune de nos concitoyens. Ainsi, plus d'un Français sur deux (52 %) déclare avoir une idée assez ou très précise de l'expression « développement durable » alors qu'ils n'étaient qu'un tiers en 2004³. La proportion de personnes ignorant tout au sujet du « développement durable » a été divisée par deux en dix ans pour atteindre 16 % en 2014. En revanche, des concepts plus récents tels que « l'économie circulaire »

restent encore peu connus, 77 % des Français n'ayant aucune idée de leur contenu. Il reste également des marges de progression importantes sur la connaissance des mécanismes du réchauffement climatique. En effet, 20 % des Français confondent l'effet de serre et la couche d'ozone, 18 % amalgament cette question avec celle des déchets et de la pollution et 23 % ne peuvent spécifier un contenu ou apportent des réponses fantaisistes⁴. Au final, ils ne sont que 15 % à évoquer le « CO₂ » ou « des gaz » et 22 % à répondre en termes de « chaleur » ou de « réchauffement » sans

en préciser l'origine ou distinguer si cette chaleur est la cause ou la conséquence de l'effet de serre. Quant aux définitions apportées à la notion d'adaptation, on note une grande confusion entre les conséquences du réchauffement climatique, son atténuation *via* la réduction des gaz à effet de serre et les mesures véritablement relatives à l'adaptation qui ne sont citées que par 11 % de la population. Fait marquant cette année, le réchauffement climatique redevient la préoccupation environnementale principale des Français (voir Graphique 2 p.3). On note également un nouvel accroissement du sentiment que les désordres climatiques, tels que les tempêtes et les inondations en France, sont causées par l'effet de serre (52 %) et que celui-ci est d'origine anthropique⁵ (72 %). Depuis une décennie, pollution de l'air, de l'eau et réchauffement climatique forment le trio de tête des préoccupations environnementales, à l'exception de l'année 2011, avec l'irruption des risques du nucléaire à la suite de l'accident de Fukushima. Le réchauffement climatique, >>>

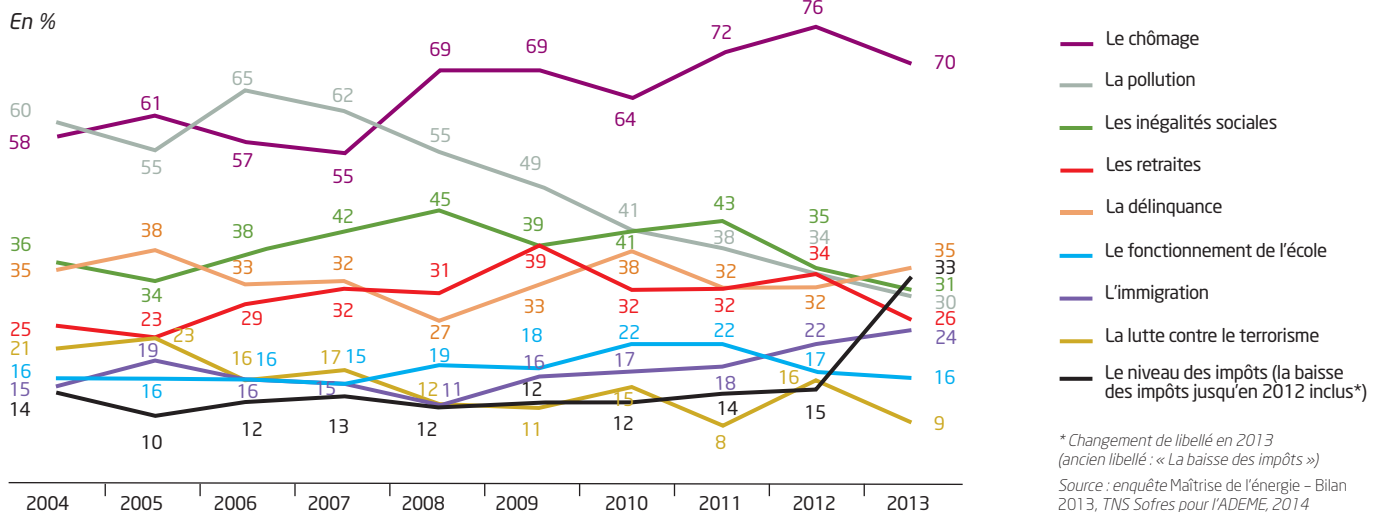
3. *La connaissance du développement durable et de l'économie circulaire en 2014* (CREDOC pour l'ADEME, 2014).

4. *Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique* (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

5. Relatif à l'activité humaine.

Graphique 1

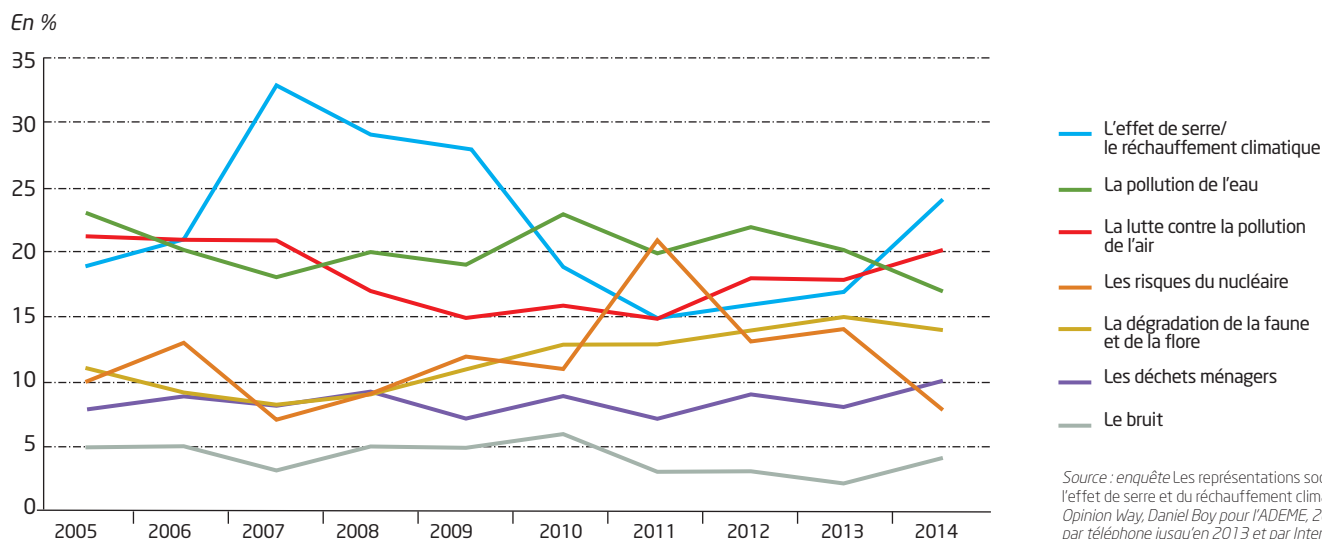
Parmi les problèmes suivants, quels sont les trois qui vous paraissent les plus importants ?



* Changement de libellé en 2013 (ancien libellé : « La baisse des impôts »)

Source : enquête Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013, TNS Sofres pour l'ADEME, 2014

Graphique 2 Les deux problèmes environnementaux les plus préoccupants



>>> préoccupation globale et complexe à appréhender, était passé en première position de 2007 à 2009 en France, sous l'influence des politiques publiques et de la médiatisation des questions écologiques lors de la campagne présidentielle de 2007 et, au niveau international, du prix Nobel de la paix décerné à Al Gore et au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2007. La crédibilité et l'importance de l'enjeu climatique dans l'opinion s'étaient ensuite effondrées en 2010 et 2011 après le *climategate*⁶ de novembre 2009 et l'échec du sommet de Copenhague en décembre de la même année.

LA CONSCIENCE DE RISQUES POUR SOI-MÊME IMPACTE POSITIVEMENT L'ACCEPTABILITÉ DE MESURES CONTRAIGNANTES

L'existence de conséquences pour soi et, plus généralement, la perception de risques inhérents aux problèmes environnementaux impactent les représentations des Français⁷. Dans des communes exposées à un risque d'inondation et déclarées en « état de catastrophe naturelle » en 2013, les personnes résidentes et exprimant un sentiment de risque se distinguent nettement de la moyenne nationale sur la question de l'origine anthropique du réchauffement climatique (84 % au lieu de 72 %) ainsi que

sur la conviction que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques (73 % au lieu de 51 %), par opposition à « il y aura des modifications mais on s'y adaptera sans trop de mal » (26 % au lieu de 42 %)⁸. Elles se différencient également au sujet de leur acceptation de mesures majoritairement impopulaires comme « abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/h » (46 % de très ou assez favorables contre 34 % en moyenne nationale) ou comme « instaurer une taxe carbone » (53 % contre 41 %).

En matière de perception des risques, on observe traditionnellement que les risques généraux sont jugés plus importants que ceux qui concernent directement les individus eux-mêmes. Ainsi, 69 % des Français considèrent que la qualité de l'air est bonne en France, mais ils sont encore plus nombreux (74 %) à estimer qu'elle est bonne là où ils habitent⁹. Toutefois, l'exposition à certaines sources de pollution peut limiter ce « biais d'optimisme ». Ceci est particulièrement vrai pour les pollutions les plus visibles et les plus médiatisées telles que celles engendrées par le trafic routier. Ainsi, les habitants de l'agglomération parisienne sont une plus petite majorité à penser que la qualité de l'air est bonne en France (58 %) mais ils sont surtout majoritairement convaincus (57 %) qu'elle est mauvaise là où ils habitent. Comme pour le

climat, cette conscience des risques pour soi-même a des incidences réelles sur l'acceptabilité des mesures impopulaires parce que contraignantes. Interrogés à la suite du pic de pollution ayant conduit à la mise en place de la circulation alternée à Paris le 17 mars 2014, 80 % des Franciliens (Paris, petite et grande couronne) disent l'avoir respecté, 59 % jugent la mesure justifiée et 70 % lui accordent une valeur pédagogique considérant qu'elle a permis de sensibiliser les Franciliens au problème de la pollution de l'air et d'inciter à se renseigner sur les alternatives au véhicule individuel¹⁰. >>>

6. Divulgarion en novembre 2009 par un pirate ou une personne interne au Climate Research Unit (CRU) de plusieurs centaines de mails et de documents échangés par des membres du CRU et des climatologues de renom. Dans ces documents, de nombreux échanges font mention de l'usage de procédés douteux pour adapter la réalité des faits à la théorie de l'origine humaine du réchauffement climatique.

7. Afin de mieux appréhender ces phénomènes, l'enquête 2014 sur l'effet de serre a étudié précisément les populations résidant dans des communes déclarées en état de « catastrophe naturelle » en 2013, communes exposées, pour l'essentiel, à une inondation. Il a également été demandé à tous les répondants s'ils avaient subis ou non les conséquences de désordres climatiques sur leur lieu d'habitation.

8. *Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique* (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

9. *Les Français et l'environnement* (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

10. *Évaluation de la circulation alternée du 17 mars 2014* (BVA pour l'ADEME, 2014).

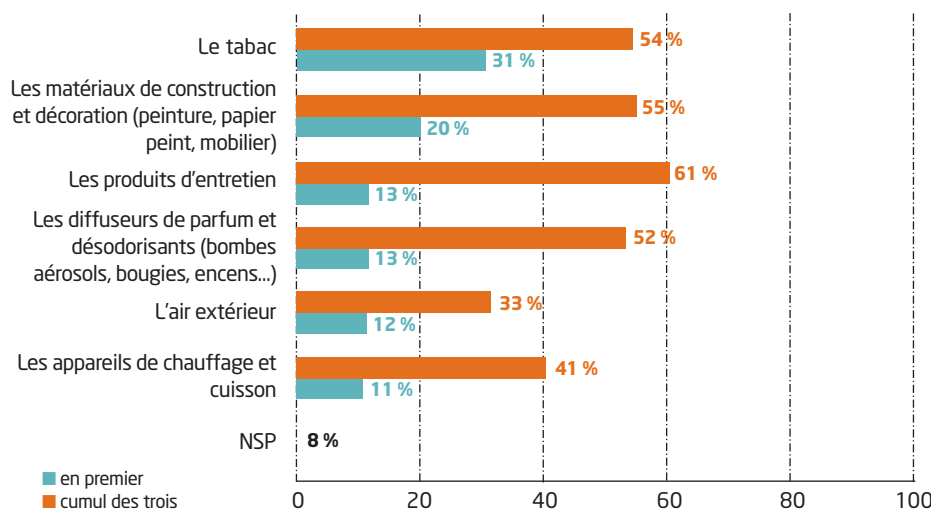
↑ **FOCUS 2 /**

Les Français et la qualité de l'air intérieur

Les risques liés à la qualité de l'air intérieur inquiètent 45 % des Français sur leur lieu de travail, 47 % dans leur logement, 58 % dans les crèches et les écoles et 67 % dans les transports.

Au sein du logement, les sources de pollution les plus citées sont les produits d'entretien, les matériaux de construction et de décoration, le tabac et les diffuseurs de parfums.

Selon vous, quelles sont les principales sources de pollution à l'intérieur des habitations ?
(En premier, en second, en troisième)



Source : enquête Les Français et l'environnement, Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014.

RÉSOLURE LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX : LES FRANÇAIS PARIENT UN PEU SUR LA TECHNOLOGIE ET BEAUCOUP SUR LA MODIFICATION DES MODES DE VIES

L'énergie d'abord, les énergies renouvelables en premier

Parmi les différentes politiques de lutte contre les problèmes environnementaux que l'État doit mener, la politique énergétique est largement considérée comme prioritaire. Le développement des énergies renouvelables (EnR) reste la première action à mener, suivie depuis 2011 par les économies d'énergie¹¹ (voir Graphique 3). Cette dernière thématique a largement progressé depuis 2006, marquant un intérêt accru des Français pour les politiques visant la sobriété et l'efficacité énergétique, et non plus seulement le développement des EnR.

Les énergies renouvelables, quant à elles, sont plébiscitées par 95 % des Français qui se déclarent favorables à leur développement en France¹². Les énergies citées comme prioritaires sont (en premier ou en second) le solaire à 54 %, l'énergie des mers à 45 %, en nette progression (+24 points par rapport à 2011) ainsi que l'éolien à 35 %, en recul cependant (-15 points). La géothermie, la biomasse et l'hydraulique arrivent >>>

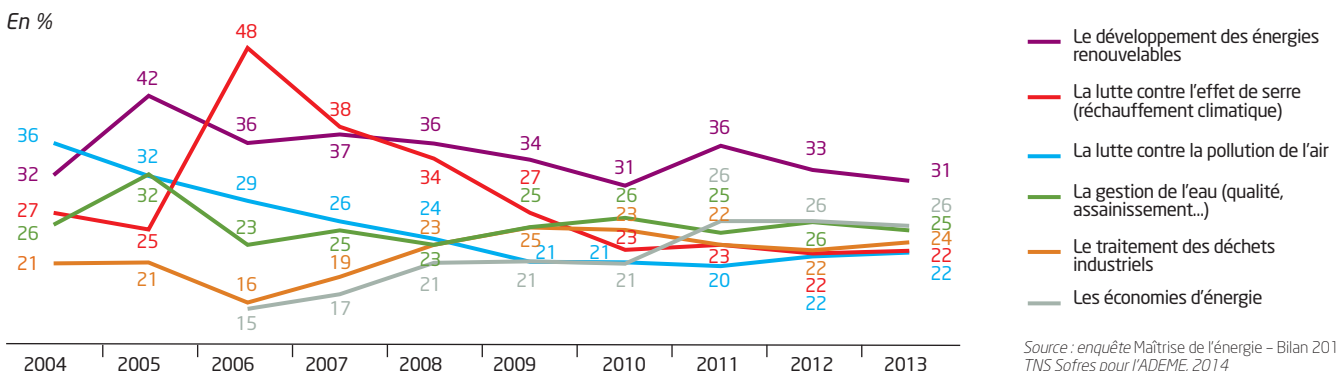
>>> À noter enfin sur la question des risques environnementaux, la montée récente des préoccupations concernant l'air intérieur (voir Focus 2).

¹¹ Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013 (TNS Sofres pour l'ADEME, 2014).

¹² Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

Graphique 3

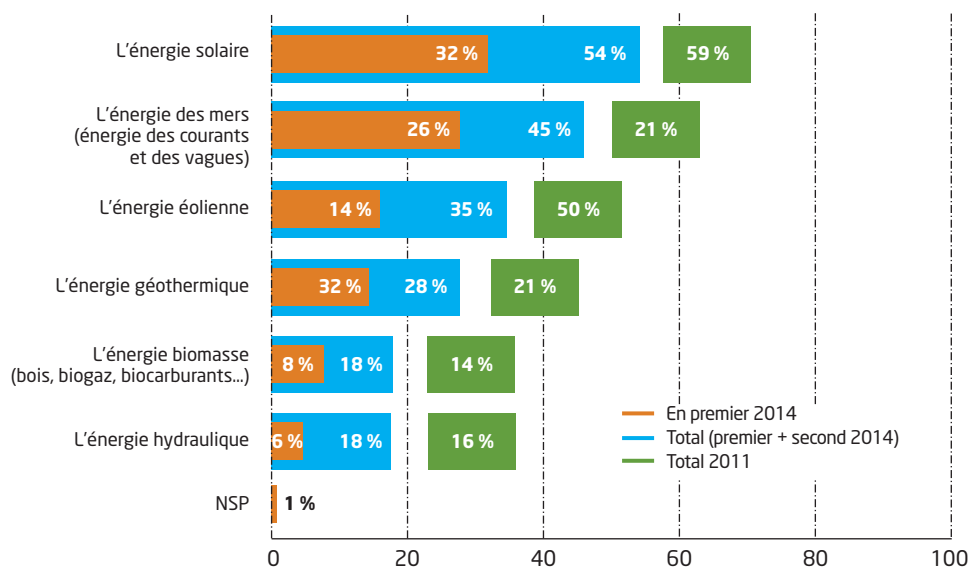
Quelles sont selon vous les deux actions que l'État doit mener en priorité dans le domaine de l'environnement ?



Source : enquête Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013, TNS Sofres pour l'ADEME, 2014.

Graphique 4

Et selon vous, quelle énergie renouvelable la France devrait-elle développer en priorité ? (en premier et en second)

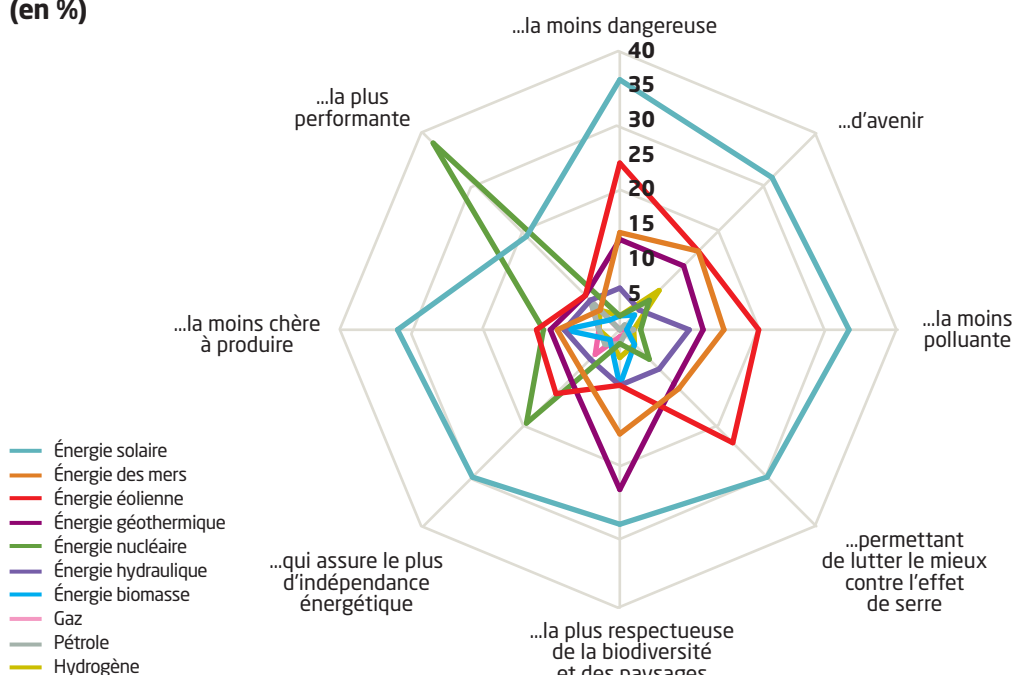


Source : enquête Les Français et l'environnement, Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014.

>>> largement derrière (voir Graphique 4). Ces choix de développement sont à mettre en relation avec les perceptions relatives des différentes énergies, perceptions relativement stables dans le temps. Les EnR condensent toutes les qualités, à l'exception de la performance qui reste l'attrait principal du nucléaire pour nos concitoyens. L'hydrogène, qui a été proposé pour la première fois dans l'enquête 2014, est considéré comme une énergie d'avenir par 8 % des Français, devant les énergies fossiles et le nucléaire (voir Graphique 5). Preuve de cet engouement pour les EnR, le consentement à payer pour leur usage et leur développement est significatif. 90 % des Français considèrent que la production locale d'EnR même si elle coûte un peu plus cher est très ou plutôt souhaitable à l'avenir¹³. Dès aujourd'hui, 66 % se déclarent prêts à payer un plus cher pour passer d'une énergie classique à une énergie renouvelable.

Graphique 5

Parmi les énergies que je vais vous citer, quelle est celle qui correspond le mieux à chacune des qualités suivantes ? (en %)



Source : enquête Les Français et l'environnement, Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014.

CHANGER LES MODES DE VIE, UNE SOLUTION PERTINENTE POUR UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS...

Les Français relativisent, cependant, les apports des technologies, aussi vertes soient-elles, dans la résolution des problèmes environnementaux. Ils mettent plus largement en avant les changements à opérer dans leur vie quotidienne. Ainsi, 85 % des Français sont d'accord avec l'idée que « c'est d'abord en modifiant de façon importante nos modes de vie que l'on empêchera la dégradation de l'environnement »¹⁴. Pour contrer l'augmentation de l'effet de serre, ils privilégient « une modification importante des modes de vie » (57 %) sur « la réglementation étatique au niveau mondial » (19 %)¹⁵. Le fatalisme « il n'y a rien à faire, le réchauffement de l'atmosphère est inévitable » obtient, quant à lui, un niveau (12 %) comparable à celui « des solutions que le progrès technique permettra de trouver » (11 %). La conscience du rôle des individus et, plus encore, l'expression d'une possibilité de remédier à l'échelle individuelle au problème est particulièrement forte >>>

¹³. Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

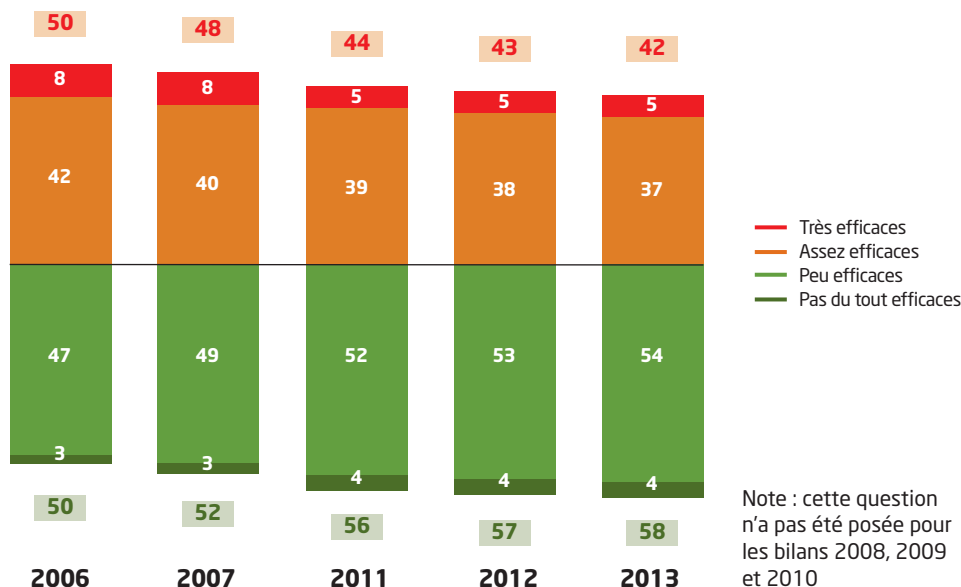
¹⁴. La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets (IFOP pour l'ADEME, 2013).

¹⁵. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

Graphique 6

D'après vous, les gestes que chacun peut faire à titre individuel pour lutter contre l'effet de serre (réchauffement climatique) sont-ils : très efficaces / assez efficaces / peu efficaces / pas du tout efficaces ?

En %



Note : cette question n'a pas été posée pour les bilans 2008, 2009 et 2010

Source : enquête Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013, TNS Sofres pour l'ADEME, 2014

>>> concernant les déchets. 98 % des Français considèrent que nos sociétés produisent trop de déchets¹⁶. Ils sont même plus de deux tiers à être tout à fait d'accord avec ce constat. Le regard critique sur son propre rôle est moins largement partagé mais reste majoritaire puisque les deux tiers des Français déclarent être conscients de produire eux-mêmes trop de déchets (65 %) et 19 % partagent « tout à fait » ce jugement. Enfin, la possibilité de modifier son propre comportement, c'est-à-dire la responsabilité et non plus la « culpabilité » individuelle, obtient des scores également élevés puisque ce sont, cette fois-ci, 75 % des personnes interrogées qui considèrent qu'elles pourraient produire moins de déchets au sein de leur foyer.

...MAIS UN CERTAIN SCEPTICISME SUR LA CAPACITÉ RÉELLE DE CHACUN À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES

Dans le même temps, un certain « fatalisme » se développe sur la capacité réelle de chacun à contribuer à la résolution de

certains problèmes environnementaux. Ainsi, par exemple, le jugement positif des Français sur l'efficacité des gestes individuels dans la lutte contre le réchauffement climatique est en recul : plus de la moitié d'entre eux considère aujourd'hui que ces gestes ne sont pas efficaces¹⁷ (voir Graphique 6).

L'ampleur du problème climatique comparée à l'échelle, petite, des individus, intervient mais n'explique pas entièrement le décalage entre d'une part, la prise de conscience générale qu'il faut modifier les modes de vie, et, d'autre part, la perception de marges de manœuvre limitées pour chacun. D'autres éléments sont à prendre en considération comme le besoin d'accompagnement et les contraintes qui sont celles des individus. Les Français sont ainsi très favorables (77 %) à l'installation dans les foyers de compteurs électriques qui analysent les consommations pour permettre aux gens de faire des économies d'énergies¹⁸. Ils expriment ici des attentes en termes d'accompagnement pour orienter les choix individuels dans la bonne direction.

Ils peuvent aussi souligner des contraintes, en particulier dans le domaine de la mobilité. En effet, « utiliser les transports en commun plutôt que la voiture » ou « ne pas se déplacer seul en voiture » sont considérés comme des comportements efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. 68 % des Français citent l'une ou l'autre de ces deux actions comme les plus efficaces¹⁹. Dans le même temps, ce sont aussi les actions considérées par beaucoup comme les plus compliquées à mettre en œuvre. Ainsi 53 % des Français déclarent qu'il leur serait difficile ou impossible de faire du covoiturage et 50 % qu'il en serait de même pour l'utilisation des transports en commun à la place de la voiture. La disponibilité d'une offre de transport alternative à la voiture individuelle ainsi que des attitudes parfois générationnelles expliquent ces difficultés. Par exemple, le covoiturage s'avère difficile ou impossible pour 59 % des 65 ans et plus contre 36 % des 15-24 ans. Pourtant, le covoiturage n'implique pas une condition physique minimale qui peut expliquer les différences d'attitudes envers la pratique du vélo constatées également en fonction de l'âge. Ainsi, les 61 % des plus âgés considèrent que se déplacer à vélo est difficile ou impossible contre 44 % des plus jeunes.

L'ASPECT FINANCIER REPRÉSENTE UNE CONTRAINTE MAJEURE, AUX EFFETS CONTRASTÉS SUR LES COMPORTEMENTS DE GESTION DE L'ÉNERGIE À LA MAISON

Une sobriété encouragée...

Les comportements économes seraient favorisés par la perception que les ménages ont de leurs contraintes budgétaires. La proportion des Français considérant que leur consommation d'énergie représente une part trop importante de leur budget atteint un nouveau record, à 52 % (contre 50 % en 2012 et 48 % en 2011²⁰). Désormais, 79 % des Français cherchent à réduire leur consommation d'énergie. Leur principale

¹⁶. La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets (IFOP pour l'ADEME, 2013).

¹⁷. Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013 (TNS Sofres pour l'ADEME, 2014.)

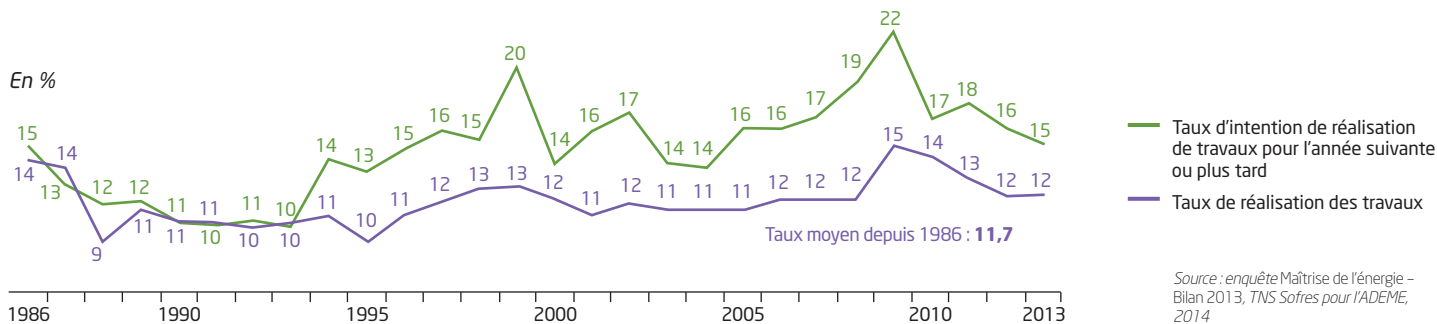
¹⁸. et ¹⁹. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

²⁰. Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013 (TNS Sofres pour l'ADEME, 2014).

Graphique 7

Taux d'intention et taux de réalisation de travaux de rénovation énergétique des logements par les ménages

Entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013, avez-vous réalisé ou fait réaliser des travaux ayant pour but de réduire votre consommation d'énergie ou d'améliorer votre confort (chauffage, eau chaude, isolation, ventilation, etc.) dans le logement que vous occupez actuellement ? Avez-vous l'intention d'en réaliser prochainement ?



Source : enquête Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013, TNS Sofres pour l'ADEME, 2014

>>> motivation tient à l'augmentation du coût des énergies (62 %), la volonté d'éviter le gaspillage n'arrive qu'en second (27 %). Ces deux critères étaient pourtant à égalité en 2009, respectivement à 44 % et 45 %.

Les économies d'énergie sont principalement obtenues par le même trio de gestes, pratiqué par 60 à 73 % des Français depuis 2011 : éteindre les lumières, utiliser des ampoules à économie d'énergie et baisser la température du chauffage. Concernant les habitudes de chauffage, on observe que la baisse ou l'arrêt de son chauffage en cas d'absence et/ou dans les pièces inoccupées (tous deux à 74 %), ou encore l'utilisation réduite des radiateurs d'appoint (72 %) sont désormais bien pratiqués et continuent de progresser.

...mais des souhaits de travaux et d'investissement en suspens

Les effets de la contrainte économique

sont plus contrastés sur la réalisation des travaux d'économie d'énergie et les investissements en système de production d'énergie renouvelable. D'un côté, les travaux d'économie d'énergie restent motivés en premier lieu par la volonté de réduire le montant de sa facture énergétique. Ce critère est en tête depuis 2007. Parmi les ménages ayant réalisé des travaux, ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à considérer que ces travaux les ont aidés à réduire leurs dépenses énergétiques (91 % contre 88 % en 2012). Pourtant, l'intention de réaliser ces travaux est en recul (15 % contre 16 % en 2012 et 18 % en 2011) même si, dans les faits, le taux de réalisation de travaux se stabilise en 2013 à 12 % (voir Graphique 7).

Être locataire (36 %) constitue toujours la principale raison de ne pas réaliser des travaux de maîtrise de l'énergie, suivi de près

(33 %) par l'idée que tous les travaux de maîtrise de l'énergie importants ont déjà été réalisés. Viennent ensuite les contraintes financières (30 %), ainsi que les incertitudes quant au retour sur investissement (23 %). Parmi les freins à la réalisation de l'intégralité des travaux, cette fois-ci, les critères économiques (situation financière ne permettant pas de telles dépenses, et/ou aides financières insuffisantes) arrivent logiquement en tête (70 %) ²¹.

Lever la contrainte économique est d'autant plus compliqué que les ménages sont 44 % à ne pas souhaiter emprunter pour la réalisation des travaux d'efficacité énergétique à leur domicile ²². Le non-recours à un prêt financier s'explique en premier (46 %) par des conditions proposées (taux/durée) jugées non satisfaisantes. Pour les individus concernés, 84 % auraient souhaité un taux plus bas/un coût du crédit moindre et 16 % auraient privilégié une durée plus longue du crédit/des mensualités plus faibles. D'une façon générale, les Français sont plus sensibles aux coûts d'investissement qu'à leur rentabilité à long terme. Ainsi, 51 % d'entre eux affirment que la baisse du prix des équipements ou des travaux pourrait les inciter à investir dans les EnR ou dans l'efficacité énergétique dans leur maison. >>>

²¹. Maîtrise de l'énergie - Bilan 2013 (TNS Sofres pour l'ADEME, 2014).

²². Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

↑ **FOCUS 3 /**
Les Français et l'adaptation au changement climatique
 Bien que les contours de la notion d'adaptation soient mal maîtrisés par nos concitoyens, les Français sont largement majoritaires à considérer qu'elle sera nécessaire et conséquente. Ils sont 84 % à penser que leur territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Sous réserve qu'un effort de pédagogie ait été mené au préalable, l'adaptation, parce qu'elle met en évidence les conséquences concrètes du réchauffement climatique, est certainement un bon levier pour intéresser et mobiliser sur le sujet. Il existe deux écueils cependant : ne pas reléguer au second plan les efforts en matière de réduction de gaz à effet de serre et ne pas laisser s'installer un fatalisme que l'on sent également poindre dans l'opinion. En effet, 60 % des Français pensent que le réchauffement climatique ne sera pas limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle.

↓



Dans le même temps, ils ne sont que 13 % à penser la même chose de l'augmentation du prix de l'énergie qu'ils utilisent, alors que ce facteur influe lui aussi directement sur la rentabilité des travaux ou des équipements.

On retrouve le poids des facteurs économiques pour ce qui est de l'investissement dans les EnR au domicile des particuliers. Si 66 % des Français considèrent que leur principal avantage est de permettre des économies sur leur facture énergétique (devant le sentiment de faire quelque chose pour protéger l'environnement), seuls 14 % pensent investir dans les douze

prochains mois dans une ou plusieurs EnR. Les énergies privilégiées sont le solaire photovoltaïque (35 %) et thermique (23 %) ainsi que le bois 22 %²³. La première raison (44 %) de ne pas envisager un tel achat réside dans le coût trop élevé de l'investissement (matériel et installation), devant les considérations relatives à la fiabilité des installations (14 %), à leur rendement (13 %), aux problèmes de copropriété (11 %), à la confiance dans les installateurs (5 %). Néanmoins, ils seraient pour 51 % disposés à soutenir le développement des EnR dans leur région en plaçant une partie de leur argent dans des projets présentant

une rentabilité correcte. Lorsqu'ils répondent par la négative, c'est à 48 % par manque de moyens financiers. En revanche, très peu (9 %) savent qu'il existe cette possibilité dans leur région et ils sont encore moins nombreux à connaître un organisme qui propose ce type d'offre.

Abaisser le coût d'accès à ces énergies et assurer la rentabilité économique des filières reste une priorité des politiques publiques de soutien au développement des énergies renouvelables. ■

23. *Les Français et l'environnement* (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2014).

